<u>RÉJEAN PARENT</u>

Montebello, quel beau coin!



J'ai eu l'honneur de présenter une conférence au congrès de l'Association des directions générales de commissions scolaires (ADIGECS) sur l'apport potentiel de la recherche en éducation, lors de leur congrès qui se tenait à Montebello, la semaine dernière. Ce fut un pur bonheur dans ce cadre enchanteur de partager ma vision du développement nécessaire en éducation avec les hauts dirigeants du monde scolaire. Je répondais ainsi à une demande qui m'avait été adressée, il y a presqu'une année, à titre de président du Centre de transfert sur la réussite éducative (CTREQ).

Ce n'était pas la première fois que je prenais part au Congrès de l'ADIGECS, ayant été invité dans le passé à titre de président de la CSQ, ce qui démontre assez bien leur degré d'ouverture et leur volonté de mobilisation de toutes les ressources éducatives pour la réussite des élèves. Je sais que l'association tient un congrès annuel depuis 40 ans et change de région (ne se limitant pas qu'à Québec ou Montréal) à chaque fois afin de favoriser le partage des différentes réalités des milieux et faire profiter chaque région de leur venue. C'est en quelque sorte une manière de mettre une fenêtre sur un coin de chez nous et d'inviter les gens à y retourner.

Mes occupations ne m'ont malheureusement pas permis d'être présent durant tout le congrès, donc je n'ai pu assister aux conférences des autres orateurs, mais j'aurais bien aimé. Je me console, car j'ai pu voir à l'œuvre Boucar Diouf dans d'autres évènements ou congrès dans le passé, ce dernier étant invité lors de la dernière Grande rencontre sur la persévérance scolaire orchestrée sous la houlette de Jacques Ménard, président de BMO groupe financier, et sous la présidence d'honneur de madame Jacinthe Côté, pdg de Rio Tinto. Ses réflexions savoureuses ont le don de bousculer notre a priori et d'élever notre propre questionnement. Je présume qu'il devait en être autant avec madame Henkel qui a

dû contribuer à leur quête de développement organisationnel dans un mode de pensée plus globale.

Le recours à des personnalités pour venir partager une tranche de vie dans des congrès corporatifs, tant au secteur privé qu'au secteur public, est devenu monnaie courante ces dernières années. C'est ainsi qu'il m'a été donné d'entendre Marie Thérèse Fortin, Marcel Leboeuf, Guy Nantel et Martin Larocque dans divers évènements corporatifs, sans oublier les animations de Stéphan Bureau. Malgré les honoraires assez élevés de certains, ils continuent d'être en demande et d'être sollicités pour offrir leur performance. Il faut croire que cela répond à des besoins largement répandus et je vous fais grâce des vedettes politiques américaines qui viennent faire une prestation d'un soir pour un cachet dépassant les centaines de milliers de dollars devant des gens dont les entreprises auront défrayés des billets à un coût prohibitif.

Je présume que Claude Lessard, président du Conseil supérieur de l'éducation, a participé à l'évènement dans les mêmes conditions que moi-même, c'est-à-dire sans honoraires parce nos interventions se situent dans une suite logique de notre engagement professionnel et citoyen. J'ai considéré l'invitation de l'ADIGECS comme une reconnaissance de cet engagement. Pour l'essentiel, j'ai partagé quelques constats avec eux sur l'excellence de notre système d'éducation corroboré par les études de l'OCDE et la complexité des défis qui les guettent pour pouvoir se dépasser et atteindre des niveaux comme ceux de la Finlande ou de la Corée du Sud. Je leur ai surtout rappelé de ne pas se comporter comme certains ministres qui prennent des décisions sous la pression médiatique et qui s'appuient sur des convictions erronées plutôt que sur des données probantes. Je leur ai parlé de collègues des médias qui ont la critique bien facile de notre système d'éducation publique sans même le connaitre et qui véhiculent des préjugés aberrants.

Nous sommes parmi les meilleurs sur la planète tout en dépensant moins *per capita* que de nombreux pays qui sont derrière nous au niveau des résultats. Cela est surement une réponse intéressante pour les besoins de productivité de monsieur Coiteux, bien que cela ne veuille pas dire de ne pas s'améliorer. Notre système fonctionne bien pour trois élèves sur quatre. Nous avons le devoir de raccrocher le quatrième. C'est précisément là que la

recherche peut être d'un apport intéressant pour rendre plus efficace notre intervention, sans prétendre que c'est une panacée à tous nos maux.

Deux considérations s'imposent pour favoriser un transfert des connaissances entre le monde de la recherche et les institutions d'enseignement : le degré de fiabilité des recherches et le respect du cheminement professionnel de son personnel. Les croyances et les traditions ont la vie dure en éducation et il n'est pas facile de générer des nouvelles pratiques quand elles ébranlent les convictions ou reposent sur des opinions d'experts plutôt que sur le fruit de recherches approfondies.

Je prends exemple de l'article de Sébastien Ménard relativement aux élèves en difficulté alors qu'il constate que leur nombre est croissant. Il donne la parole à Égide Royer et Chantal Longpré, qui se perdent dans quelques conjectures qui ne s'appuient sur aucun fondement scientifique pour dire que nous « suridentifions » et qu'il manque une présence masculine dans les écoles primaires. Pourtant cette augmentation d'élèves en difficulté est observable un peu partout dans les pays développés et aucune étude sérieuse ne fait de corrélation entre l'échec des garçons et l'absence de présence masculine chez le corps professoral. Malgré cette présence masculine plus grande en Suisse, leurs garçons réussissent moins bien que les nôtres. En suivant un raisonnement simpliste, pourrions-nous craindre qu'en ajoutant des enseignants masculins la situation d'échec des garçons s'aggraverait?

J'ai trouvé intéressant que les dirigeants scolaires prennent le temps et se donnent un environnement facilitant pour nourrir leur réflexion sur les stratégies à déployer pour connaître un nouvel essor dans la diplomation des élèves. Après des bonds prodigieux, nous sommes sensiblement dans le même état des lieux depuis une vingtaine d'années, malgré la réforme ou le renouveau pédagogique et toutes les initiatives communautaires qui entourent l'école. Il leur faudra beaucoup de courage managérial pour défier les bonzes du MELS qui s'entêtent dans un programme d'enseignement générateur du surplace depuis le milieu des années 1990. D'autant plus de courage que des ministres et des journalistes veulent faire croire qu'ils manquent de jugement avec la tenue de leur dernier congrès à Montebello.

Vendredi dernier, je discutais, avec mes collègues de l'émission *Franchement Martineau*, de mon agréable surprise de la conduite des affaires par le premier ministre Couillard qui

semble adopter une démarche rassembleuse. Ils eurent vite fait de me ramener à la réalité en m'indiquant que le bon docteur présenterait cette attitude conciliante pendant que ses sbires feraient les « jobs » sales. Les déclarations du ministre Coiteux, après l'article de Denis Lessard en regard du congrès de l'ADIGECS, me laissent croire que le collègue Christian Dufour a bien raison dans sa chronique prévoyant un automne chaud.

Certains s'animent à monter en scandale ce congrès, mais il n'y pas de quoi fouetter un chat à mon avis. Cela fut fait selon les règles de l'art comme à peu près toutes autres organisations l'auraient réalisé et à des couts correspondant à la norme. Nous avons un gouvernement qui veut couper tout azimut et pour y arriver il a intérêt à faire croire à la population qu'il se fait des dépenses somptuaires. Je soupçonne l'entourage du ministre Coiteux d'avoir pitonné le journaliste Lessard sur le sujet afin de lui donner prétexte d'une sortie publique et lui donner un air de bon gérant, malgré les dépenses somptuaires de ce gouvernement comme celles d'avoir gonflé le nombre de ministres et d'adjoints parlementaires. Pour les quelque milliers de dollars dépensés par les directions générales à l'intérieur des budgets octroyés, les Libéraux en dépensent des millions en créant des dépenses supplémentaires et en se distribuant généreusement des fonctions politiques inutiles.

Comme au temps de l'Inquisition, on voudrait bien nous faire voir des sorcières, mais rappelons-nous qu'à cette époque beaucoup d'innocentes personnes connurent le bucher.